

Performance des grands groupes bancaires français au 30 septembre 2021

16 novembre 2021

Remarque liminaire : Comme indiqué à la fin de ce document (« Méthodologie de l'analyse »), l'objectif de cette publication est de présenter, sur la base des communiqués trimestriels et des slides investisseurs publiés, ainsi que des états financiers non audités, les principaux indicateurs de performance des quatre grands groupes bancaires français (BNP Paribas, Société Générale, BPCE et Crédit Agricole) et d'apporter des commentaires sur les événements significatifs de la période et l'information financière associée.

Chiffres clés au 30 septembre 2021

Au troisième trimestre 2021, les résultats publiés par les quatre principaux établissements bancaires français confirment la forte reprise de l'activité observée tout au long du premier semestre 2021. La dynamique commerciale reste forte sur l'ensemble des métiers, dans un contexte marqué par la poursuite des mesures publiques de soutien à l'économie et le recul des incertitudes relatives à l'évolution de la situation sanitaire. Les établissements s'emploient à conserver une gestion disciplinée des coûts qui se traduit par une nette amélioration des coefficients d'exploitation par rapport aux trois premiers trimestres de l'année précédente. Après un exercice 2020 hors norme, les établissements confirment également la bonne maîtrise du coût du risque.

Engagées dans les grands enjeux de transformation de l'économie et de la société, toutes les banques réaffirment leur volonté d'agir au service de leurs clients en poursuivant leurs projets de transformation digitale. Elles répondent ainsi aux nouveaux usages de leur clientèle en leur apportant toujours plus de proximité et de conseil. Engagées, les banques le sont également à travers leur mobilisation en faveur des grands enjeux de la transition énergétique et climatique, en accompagnant leurs clients dans l'accélération de leur transition, en menant une politique résolument orientée vers la neutralité carbone ou en lançant de multiples initiatives en faveur de la transition écologique et sociale.

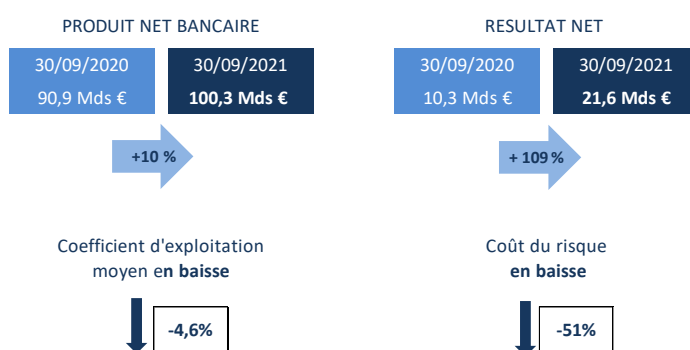
Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, les niveaux de revenus et de résultats sont en forte hausse pour l'ensemble des établissements par rapport à la même période de l'année 2020 :

- Produit Net Bancaire (PNB) cumulé de 100,3 Mds€, en hausse de +10% ;
- Résultat net cumulé de 21,6 Mds€, en hausse de +109%.

Il convient toutefois de mettre en perspective l'évolution de ces résultats avec le contexte exceptionnel qui avait prévalu sur les neuf premiers mois de l'année 2020.

Indicateurs clés pour les 4 grands groupes bancaires français au 30/09/2021

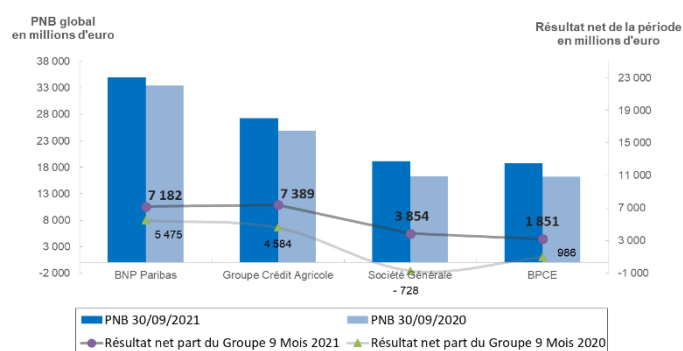
Un niveau d'activité toujours très soutenu



Des bilans très solides



Produits Nets Bancaires et résultats nets au 30 septembre 2021



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2021

Sur cette période, les quatre principaux groupes bancaires français avaient été lourdement impactés par les mesures de restriction imposées en réponse à la crise sanitaire, se traduisant par :

- Une forte hausse du coût du risque liée au provisionnement des pertes attendues ;
- Une diminution de la production commerciale dans la banque de détail, notamment sur les crédits habitats et les crédits à la consommation ;
- Une perte de revenus entraînée par les restrictions des autorités européennes sur le versement de dividendes 2019 sur le métier Equity de la Banque de Grande Clientèle, amplifiée par l'impact de la volatilité sur les valorisations de portefeuilles et les dérivés actions.

Dans cet environnement, le PNB et le résultat net cumulé des neuf premiers mois de l'année 2020 étaient en recul de respectivement -3,4% et -38,8% par rapport à la même période l'année précédente.

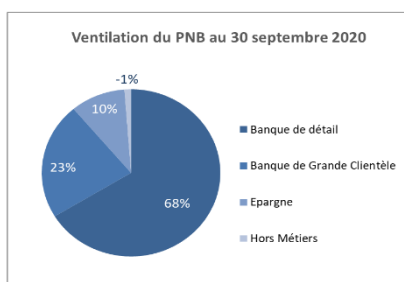
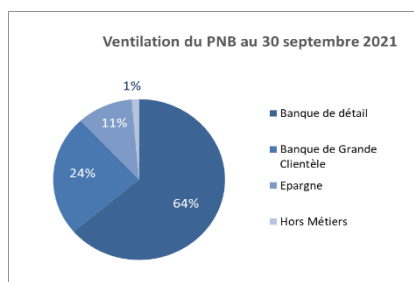
La structure financière des quatre groupes bancaires français demeure très solide. En dépit des difficultés rencontrées pendant la crise, tous les établissements ont su préserver leur pleine capacité à préparer l'avenir et à faire face aux défis à venir. Au 30 septembre 2021, le ratio de CET1 est stable par rapport à celui du 31 décembre 2020, et les réserves de liquidité cumulées progressent de près de +6% à 1 503 M€.

En termes de résultat net, le groupe Société Générale présente la plus forte progression (+629% à 3 854 M€ sur les neuf premiers mois de l'année 2021), à comparer avec un résultat négatif sur la même période de l'année précédente. Sur les autres établissements, le résultat net du groupe BPCE progresse également fortement (+223% à 3 183 M€), suivi par Crédit Agricole (+61% à 7 389 M€) et BNP Paribas (+31% à 7 182 M€).

Répartition des revenus par activités

Au 30 septembre 2021 et sur l'ensemble des établissements, on observe une plus forte progression de l'activité des métiers de l'Épargne dont les revenus progressent de +16% par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2020. Le constat est le même sur les métiers de la Banque de Grande Clientèle dont les revenus augmentent quant à eux de près de +13% sur la même période. En revanche et comme cela avait déjà été observé au cours des précédents trimestres, la dynamique est toutefois plus modérée pour les revenus de la banque de détail (+5%), dans un environnement de taux bas persistant qui continue de peser sur la marge nette d'intérêt.

Aussi, le poids des activités de la banque de détail dans le total du PNB de l'ensemble des établissements au 30 septembre 2021 a sensiblement reculé (64% contre 68% au 30 septembre 2020) au profit des activités de la Banque de Grande Clientèle (24% contre 23% l'année précédente). La part des activités d'Épargne progresse légèrement à 11% de l'ensemble des revenus au 30 septembre 2021.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2021

Éléments non-opérationnels et non récurrents

Sur le troisième trimestre 2021, les éléments non-opérationnels et non récurrents du groupe Crédit Agricole comprennent les frais d'intégration de CreVal pour -9 M€, ainsi que les provisions pour frais de restructuration dans le cadre du projet Turbo chez CACEIS pour -5 M€. A ces éléments s'ajoutent également, sur le premier semestre 2021:

- L'enregistrement d'un badwill net provisoire sur CreVal pour +321 M€ ;
- Un provisionnement complémentaire des encours sains des créances CreVal pour -21 M€ ;
- Des gains Affranchimento au sein des métiers Gestion de l'épargne et de l'assurance, Banque de proximité à l'international et Services financiers spécialisés pour un total de +116 M€ ;
- Des coûts de transformation liés au projet Réseau LCL Nouvelle Génération, au nouveau regroupement d'agences chez LCL, au projet Turbo et au plan de transformation et d'évolution de Caceis pour un total de -18 M€.

Chez BNP Paribas, les éléments hors exploitation des neuf premiers mois enregistrent l'impact exceptionnel de la plus-value réalisée sur la cession de titres Allfunds pour +444 M€, de la plus-value réalisée sur la cession de deux immeubles pour +302 M€, et de la plus-value réalisée sur la cession d'une participation de BNP Paribas AM pour +96 M€, compensé par l'impact de dépréciations de survaleurs pour -149 M€ au troisième trimestre 2021. Sur les neuf premiers mois de 2021, les frais de gestion incluent également l'impact exceptionnel des coûts de renforcement informatique (-107 M€) et de restructuration et d'adaptation (-103 M€). Ces coûts de restructuration sont liés à l'arrêt ou à la restructuration de certaines activités (notamment chez CIB) ou à l'intégration de Raiffeisen Bank Polska. Les coûts d'adaptation sont notamment liés à l'activité CIB et BancWest.

De son côté, BPCE fait état de coûts de transformation et de restructuration à hauteur de -217 M€ sur les neuf premiers mois de l'année 2021 (dont -63 M€ au troisième trimestre 2021). Pour rappel, ces coûts s'élevaient à -384 M€ sur la même période l'année précédente. Ils intègrent également une provision légale pour -19 M€.

Enfin, Société Générale fait état de charges de transformation des métiers et des fonctions centrales pour -232 M€ sur les neuf premiers mois de l'année 2021 et une plus-value de cession immobilière Haussmann pour +185 M€ sur le segment « Hors pôle ».

Une forte activité commerciale dans la banque de détail

Les activités de la banque de détail poursuivent leur croissance initiée depuis plusieurs trimestres, après avoir été lourdement impactées par les mesures de restrictions sanitaires au cours de l'année 2020. Tous les établissements font état d'une hausse de l'activité commerciale, à travers la progression des encours de crédit et de la collecte au bilan.

30.09.2021 vs. 30.09.2020	Dépôts	Crédits
BNP Paribas	6,4%	3,0%
Société Générale	7,0%	-2,0%
BPCE	7,3%	6,9%
Crédit Agricole	6,7%	5,3%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2021

Si la marge nette d'intérêt demeure durablement affectée par la persistance d'un environnement de taux bas, la progression des revenus de commissions contribue à l'augmentation du PNB des activités de la banque de détail de près de +5% par

rapport aux neuf premiers mois de l'année 2020 et sur l'ensemble des quatre établissements bancaires français.

▪ Banque de détail en France :

Chez Crédit Agricole, la progression du PNB des Caisses régionales s'appuie sur une conquête brute dynamique de +934 000 nouveaux clients depuis le début de l'année 2021. Sur le troisième trimestre, les encours de crédit progressent fortement par rapport au troisième trimestre 2020, en particulier sur les crédits habitat et entreprises. La collecte au bilan progresse sensiblement, portée par les dépôts à vue et les livrets. Chez LCL, la production de crédits progresse également, tant sur l'habitat que sur les entreprises et les professionnels. La production commerciale de Crédit Agricole Consumer Finance (CACF) est en léger recul en raison de la pénurie de composants électroniques affectant le marché automobile, mais retrouve toutefois son niveau d'avant-crise. Chez Crédit Agricole Leasing and Factoring (CAL&F), enfin, la production de crédit-bail reste stable mais le chiffre d'affaires affacturé, lui, augmente fortement.

De la même manière, les réseaux du groupe BPCE affichent une nette progression de leurs encours de crédit et d'épargne. Sur les neuf derniers mois, le PNB augmente fortement avec la hausse des commissions et de la marge nette d'intérêt (hors provisions épargne logement). Sur le pôle Solutions et Expertises, le PNB progresse également, porté par les bonnes performances des métiers dans un contexte de reprise économique. En particulier, l'activité de prêts personnel croît au troisième trimestre 2021 grâce au rebond de la consommation des ménages. L'activité de crédit-bail est toujours soutenue, et le chiffre d'affaires affacturé est en hausse. Dans les activités de Payment Processing & Services, les revenus progressent sur cette même période avec la forte augmentation du nombre de transactions par carte, du volume de paiements mobiles et du volume de paiements instantanés. Oney bank enregistre une forte hausse de son niveau de production sur les neuf derniers mois.

Chez BNP Paribas, le PNB des activités Domestic Markets progresse de +5,6% sur les neuf premiers mois de l'année 2021. Il progresse dans les réseaux avec la hausse des commissions bancaires et financières, la croissance liée à l'activité de crédit et la bonne contribution des filiales spécialisées. Cette progression est partiellement compensée par l'impact de l'environnement de taux bas. Le PNB est en forte hausse dans les métiers spécialisés, en lien avec la très forte progression d'Arval et les bonnes performances de Leasing Solutions, Personal Investors, et Nickel.

Société Générale fait état de revenus en hausse par rapport aux neuf premiers mois 2020, portés par la hausse des commissions financières dans le contexte de reprise. Les encours moyens de crédit sont en recul de -2% par rapport au troisième trimestre 2020, mais en hausse de +9% par rapport au troisième trimestre 2019. Le groupe communique toutefois sur la forte croissance de la production des crédits moyens longs termes aux entreprises et professionnels, hors PGE (+48% par rapport au troisième trimestre 2020). Les encours moyens de dépôts au bilan sont en hausse de +7% par rapport au troisième trimestre 2020, toujours portés par les dépôts à vue dont le rythme de croissance décélère néanmoins.

▪ Banque de détail à l'international :

À l'international, le groupe Société Générale enregistre une progression des crédits et des dépôts sur l'ensemble des périmètres. Sur les neuf derniers mois, le PNB de la banque de détail à l'international progresse légèrement par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2020. En Europe, les encours de crédit progressent, notamment en Roumanie, République Tchèque et en Europe de l'ouest. Les dépôts augmentent également fortement. Sur l'ensemble SG Russie, les revenus sont en baisse sur les neuf derniers mois malgré

une bonne dynamique sur le segment des entreprises et du crédit immobilier aux particuliers. L'activité commerciale est porteuse sur le périmètre Afrique, Bassin méditerranéen et Outre-mer.

Sur l'ensemble du pôle International Financial Services de BNP Paribas, le groupe enregistre une progression de +1,6% de son PNB par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2020. Il est porté par la performance des métiers d'épargne et de gestion d'actifs et la bonne progression de BancWest dont le PNB progresse de 2,5% (à périmètre et change constants) avec la hausse des commissions, l'évolution favorable de la marge et l'activité de crédit. Ces résultats sont toutefois compensés par le repli de Personal Finance, en lien avec la crise sanitaire et un contexte moins favorable pour la zone Europe Méditerranée. Le groupe met toutefois en avant l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et de l'expérience utilisateur avec la digitalisation et l'automatisation des processus. Ainsi, près de 86% des décisions de crédit sont effectuées sur les canaux digitaux et totalement automatisées et plus d'un million d'opérations sont automatisées avec la RPA (Robotics Process Automation), soit une progression de +21% par rapport au 30 septembre 2020.

Enfin, pour l'ensemble des Banques de proximité à l'international de Crédit Agricole (hors Italie), la croissance de l'activité commerciale s'accélère. La progression des encours de crédits atteint +6,2% (hors effet de change) à fin septembre 2021 par rapport à fin septembre 2020, portée notamment par l'Ukraine, la Pologne et l'Égypte. La collecte au bilan augmente quant à elle de +7,5% (hors effet de change). Sur les neuf premiers mois de l'année, le PNB du pôle Banque de proximité à l'international croît fortement.

Une poursuite de la reprise des métiers de « Gestion d'épargne et Assurance »

Chez BPCE, le PNB du pôle Gestion d'actifs et de fortune (incluant H2O) progresse de +13,4% sur les neuf premiers mois de l'année 2021, intégrant 28 M€ de commissions de surperformance en Gestion d'actifs générés au troisième trimestre 2021, notamment par AEW aux États-Unis. En Gestion d'actifs, la collecte nette (hors Ostrum AM) atteint 6 Mds€ au troisième trimestre 2021, portée par une bonne dynamique des affiliés en Europe (notamment Mirova) et par les stratégies private assets. Ostrum AM enregistre une décollecte de 6 Mds€ au troisième trimestre 2021.

Société Générale évoque, pour le pôle Gestion d'actifs et banque privée, un environnement de marché favorable et une forte activité commerciale. Sur l'activité de Banque privée spécifiquement, la collecte nette est élevée et positive sur toutes les géographies. Les actifs sous gestion progressent par rapport à fin septembre 2020. Sur les neuf premiers mois de 2021, les revenus de LYXOR sont en hausse de +17% par rapport à la même période en 2020, tandis que le PNB des activités Assurances progresse également sur la même période. Le groupe enregistre une progression des primes brutes de l'activité d'assurance vie-épargne, de l'activité protection, des primes dommages et de l'activité prévoyance.

Le pôle Assurance et Gestion institutionnelle et privée de BNP Paribas enregistre une hausse de +4,5% de ses actifs sous gestion par rapport au 31 décembre 2020. Le très bon niveau de collecte nette est soutenu par l'ensemble des métiers, en particulier sur le métier Wealth Management en Europe (notamment en Allemagne, en France et en Italie) ainsi qu'en Asie. Pour les neuf premiers mois de l'année 2021, les revenus de l'Assurance progressent de +3,2% par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2020. L'activité commerciale est très bonne. Les revenus de la Gestion Institutionnelle et Privée sont en forte hausse par rapport aux neuf premiers mois de 2020.

Le groupe Crédit Agricole, enfin, met l'accent sur la hausse du PNB des activités d'assurance grâce à des effets marchés, à la hausse des encours UC et au débouclage de 15% de la garantie switch le 1er mars 2021. En Assurance dommage, la dynamique de l'activité se poursuit. Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, le PNB de la Gestion d'actifs progresse fortement du fait de conditions de marché très favorables associées à la hausse du niveau moyen des marchés actions, ainsi qu'à la bonne dynamique de collecte depuis plusieurs trimestres. Le PNB bénéficie également d'un effet périmètre de +45 M€, principalement lié à l'intégration de Sabadell depuis le 1er juillet 2020. Le PNB de la gestion de fortune progresse également.

Une très bonne performance de la Banque de Grande Clientèle

Dans la Banque de Grande Clientèle, le PNB de l'ensemble des établissements progresse de +12,9% sur les neuf premiers mois de l'année 2021 par rapport à la même période de l'exercice 2020 pour s'établir à 24,9 Mds€. Si le premier semestre 2020 avait été très négativement impacté par la forte dégradation des conditions de marché et l'annulation des dividendes, pénalisant les revenus des métiers Equity, la reprise observée à partir de la fin de l'année 2020 s'est amplifiée en 2021.

Les revenus du métier FICC (activités de Taux, Crédit et Change) progressent fortement chez BNP Paribas par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2019 mais sont en retrait par rapport à la même période de l'année 2020, comme le constatent la plupart des établissements du panel. Le groupe communique toutefois sur le dynamisme de l'activité primaire et des dérivés sur matières premières. Les activités FICC ralentissent également chez Crédit Agricole, dans un environnement qui se normalise et un niveau de VaR en forte baisse. Chez BPCE, le groupe fait état d'une hausse des revenus des activités FICC sur les neuf premiers mois de l'année 2021, notamment des activités de crédit aux US ainsi que celles de taux et de change. Sur les neuf premiers mois de l'année 2021, le groupe Société Générale présente des revenus en baisse de -21% sur le métier FICC par rapport une année 2020 particulièrement porteuse pour l'ensemble de ce marché.

Sur le métier Titres, les revenus de Securities Services de BNP Paribas sont en hausse par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2020, en lien avec l'effet de la hausse des actifs, en particulier sur les grands mandats récents, et de la progression des volumes de transactions. Le constat est partagé chez Société Générale, avec des revenus en hausse de +10% par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2020, et une légère progression des actifs en conservation du métier Titres par rapport à fin juin 2021.

Tous les établissements font également état d'une activité Equity dynamique, comme le groupe Crédit Agricole. BNP Paribas communique sur une forte croissance du métier du fait d'un niveau d'activité record, d'une base très faible l'an dernier sur les dérivés et de la contribution d'Exane BNP Paribas à partir du troisième trimestre 2021. BPCE évoque des conditions de marché favorables et une bonne dynamique, tout comme Société Générale qui met en avant une activité commerciale soutenue. Les volumes ont été notamment élevés sur les produits Investment solutions (produits structurés et produits listés) et sur les produits Prime services.

Les activités de la Banque de financement du groupe Société Générale présentent un très bon trimestre, portées par le fort dynamisme des activités de conseil, de fusions et acquisitions et de Leverage Buyout. Les revenus des activités de Financement d'Actifs, de Ressources Naturelles et Infrastructures et de la plateforme Asset-Backed Products montrent également une forte progression.

Chez BNP Paribas, les revenus du corporate banking progressent dans toutes les zones, tirés par les zones EMEA et Amériques, ainsi que par la reprise confirmée des activités de transaction (cash management et trade finance). Les revenus des activités de M&A augmentent fortement pour BPCE, portés par les contributions de Natixis Partners, Solomon Partners et Fenchurch. Les revenus de Global finance sont également soutenus par la hausse du portefeuille de prêts, notamment avec les corporates et dans les segments Real assets et Trade finance, ainsi qu'une bonne performance d'Infrastructure et Energy. En revanche, sur les neuf premiers mois de l'année 2021, le PNB de Crédit Agricole sur les activités de Banque de financement et d'investissement recule légèrement, le groupe évoquant un marché en normalisation. CACIB confirme toutefois ses positions de premier plan sur les émissions obligataires.

Des banques engagées dans la poursuite de leurs initiatives en matière de RSE

Société Générale rappelle l'engagement du groupe pour la décarbonation des portefeuilles, avec un objectif d'atteinte de la neutralité carbone à horizon 2050, à travers :

- La réduction de l'exposition globale du groupe au secteur de l'extraction de pétrole et de gaz de 10% d'ici à 2025 par rapport à 2019 ;
- La réduction à zéro de l'exposition du groupe au charbon à horizon 2030 dans les pays de l'UE et de l'OCDE, et dans les autres pays à horizon 2040 ;
- La réduction de l'intensité carbone du portefeuille énergétique de 18% d'ici à 2025 et de 75% d'ici à 2040 par rapport à 2019 ;
- La réduction des émissions de CO2 du transport maritime de 40% d'ici à 2030 par le biais de l'accord Poseidon Principles.

Crédit Agricole met en avant l'engagement de tous les métiers dans les initiatives Net Zero (banque, gestion d'actifs, assurances) avec pour objectif, d'ici à 2025, le développement du financement des énergies renouvelables, le renforcement de l'exposition aux énergies non carbonées et la baisse significative du financement de la production de pétrole. Le groupe présentera d'ailleurs ses engagements sociétaux pour le climat, l'agriculture, l'agro-alimentaire et la cohésion sociale le 1er décembre 2021. Par ailleurs, dans la perspective de la COP 26 de Glasgow, Amundi a rejoint l'Initiative « Net Zero Asset Managers » (engagements en ligne avec la trajectoire des Accords de Paris) réunissant des asset managers engagés sur l'objectif net zéro émissions en 2050. Amundi s'engage notamment à augmenter de +20 Mds€ l'investissement dans des fonds avec objectif d'impact positif environnemental ou social d'ici 2025.

Le groupe BNP Paribas met l'accent sur l'accompagnement des clients dans l'accélération de leur transition, à travers une augmentation continue du financement des énergies renouvelables (objectif de 20 Md€ d'ici à fin 2023), et le financement du développement des nouvelles technologies (250 M€ pour les start-up innovantes dans la transition énergétique et écologique). Le groupe rappelle également ses engagements en matière d'inclusion financière (2,3 M de comptes Nickel ouverts à fin septembre 2021) et de lutte contre l'exclusion (enveloppe de 20 M€ pour les crédits étudiants sans garant en France).

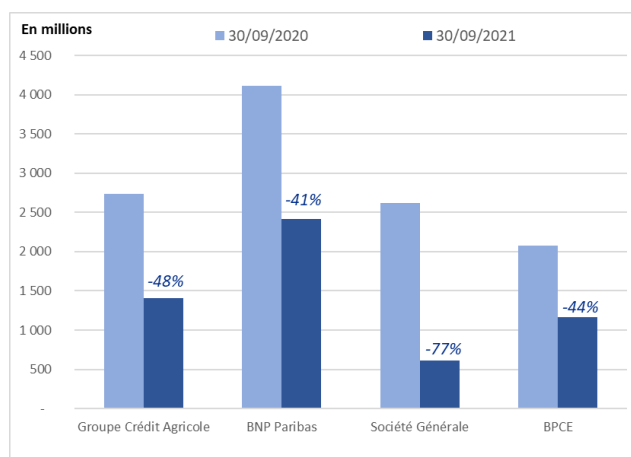
Enfin, BPCE communique sur l'arrêt du financement des projets dédiés à l'exploration-production de pétrole/gaz de schiste/sables bitumineux et des entreprises dont plus du quart de l'activité est orientée sur ce segment. Dans le même temps, l'établissement entend mobiliser 21 Mds€ supplémentaires en faveur du financement des énergies renouvelables, de la rénovation énergétique des bâtiments et

de la mobilité verte. A noter la publication, en octobre 2021, des premiers rapports TCFD du groupe BPCE et de Natixis.

De manière générale, on observe des disparités dans la façon dont les établissements décrivent leur politique en matière d'engagements RSE. Par exemple, le groupe Société Générale communique un certain nombre d'engagements quantitatifs précis (pourcentage de réduction des émissions de CO2, pourcentage de réduction de l'exposition globale aux secteurs pétrolier et gazier, définition d'un horizon de temps ciblé, etc.). Les autres établissements communiquent davantage sur l'engagement général de l'ensemble des métiers et leur volonté de prendre part aux différentes initiatives engagées dans la société.

Une baisse significative du coût du risque

Le coût du risque affiche une baisse de 51%, soit environ 5,9 milliards d'euros, par rapport au 30 septembre 2020. Le niveau du coût du risque reflète l'amélioration du contexte macroéconomique par rapport à l'année 2020, marquée par les périodes de confinement et la mise à l'arrêt de l'économie pendant plusieurs mois. Néanmoins, cette baisse demeure mesurée notamment par rapport à des établissements situés dans d'autres zones géographiques.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2021

Groupe Crédit Agricole

Le coût du risque du Groupe Crédit Agricole au 30 septembre 2021 s'élève à 1 410 millions d'euros, soit une baisse de 48% par rapport au 30 septembre 2020. Le coût du risque sur encours ressort à 23bp au 30 septembre 2021 contre 37 bp au 31 décembre 2020.

Il est principalement composé d'une provision sur encours douteux (stage 3) de 913 millions d'euros et d'une provision sur encours sains (stages 1 & 2) de 497 millions d'euros (contre respectivement 1 741 et 992 millions au 30 septembre 2020).

La baisse du coût du risque par rapport au 30 septembre 2020 est variable selon les métiers et les pôles métiers, avec une diminution de -24,1% pour les caisses régionales et de -94% pour la banque de grande clientèle. Cette baisse reflète la situation macroéconomique plus favorable.

Le taux de créances douteuses s'élève à 2,2%, et le taux de couverture douteux est de 87,1%. La part des prêts garantis par l'Etat (en France et en Italie) classée en stage 3 s'élève à 2,6%, soit 0,7Mds€ (total octroyé de 27,7 Md€).

BNP Paribas

Le coût du risque de BNP Paribas au 30 septembre 2021 s'élève à 2 415 millions d'euros, soit une baisse de 41% par rapport au 30 septembre 2020.

Cette baisse est principalement portée par des reprises modérées sur les encours sains et un niveau contenu d'entrées en défaut limitant les dotations sur les encours douteux. Cette diminution du coût du risque s'observe sur l'ensemble des pôles.

Le taux de créances douteuses s'élève à 2,0% (contre 2,1% au 31 décembre 2020), et le taux de couverture des encours douteux (stage 3) est de 73,6% (contre 71,5% au 31 décembre 2020).

Société Générale

Le coût du risque de la Société Générale au 30 septembre 2021 s'élève à 614 millions d'euros, soit une baisse de l'ordre de 77% par rapport au 30 septembre 2020 (2 617 millions d'euros).

Celui-ci se compose d'une provision sur encours douteux (stage 3) de 730 millions d'euros (contre 1 617 millions d'euros au 30 septembre 2020) et d'une reprise de provision sur les encours sains (stages 1 & 2) de 116 millions d'euros (contre une dotation de 1 000 millions d'euros au 30 septembre 2020).

Cette diminution du coût du risque concerne tous les métiers avec un coût du risque global de 16bp contre 67bp au 30 septembre 2020. Les prévisions pour fin 2021 sont un coût du risque inférieur à 20bp.

Le taux de créances douteuses s'établit à 3,1% (3,3% fin 2020) et le taux de couverture brut des encours douteux est stable à 52% par rapport au 31 décembre 2020.

Au 30 septembre 2021, le Groupe a maintenu l'utilisation de quatre scénarios dans sa méthodologie de calcul du coût du risque et les pondérations de chacun des scénarii restent identiques à celles retenues au 31 décembre 2020. Des ajustements post modèles sont enregistrés sur les secteurs et portefeuille à risque compte tenu de l'amélioration des paramètres économiques.

BPCE

Le coût du risque du Groupe BPCE au 30 septembre 2021 s'élève à 1 163 millions d'euros, soit une baisse de 44% par rapport au 30 septembre 2020. Il ressort à 20 bp contre 38 bp au 30 septembre 2020. Cette diminution s'observe sur les différents métiers : Banque de Proximité et Assurance -30%, Banque de Grande Clientèle -80%.

Au 30 septembre 2021, il est composé d'une provision sur encours douteux (stage 3) de 1 060 millions d'euros et d'une provision sur les encours sains (stages 1 & 2) de 104 millions d'euros (contre respectivement 1 302 et 767 millions au 30 septembre 2020).

BPCE précise que sa politique de provisionnement demeure néanmoins prudente en notant que le coût du risque au 30 septembre 2021, bien qu'en diminution par rapport à 2020, reste supérieur à celui enregistré au 30 septembre 2019.

Le taux de créances douteuses s'élève à 2,5%, stable par rapport au 31 décembre 2020.

Etats-Unis

Sur les 9 premiers mois de l'exercice 2021, les banques américaines de notre panel ont enregistré d'importantes reprises de provisions, justifiées notamment par l'amélioration continue de l'environnement macroéconomique par rapport à l'année dernière, qui fut exceptionnel en raison de l'émergence de la crise sanitaire mondiale. Citigroup et Bank of America mentionnent également l'amélioration de la qualité de leur portefeuille de prêts.

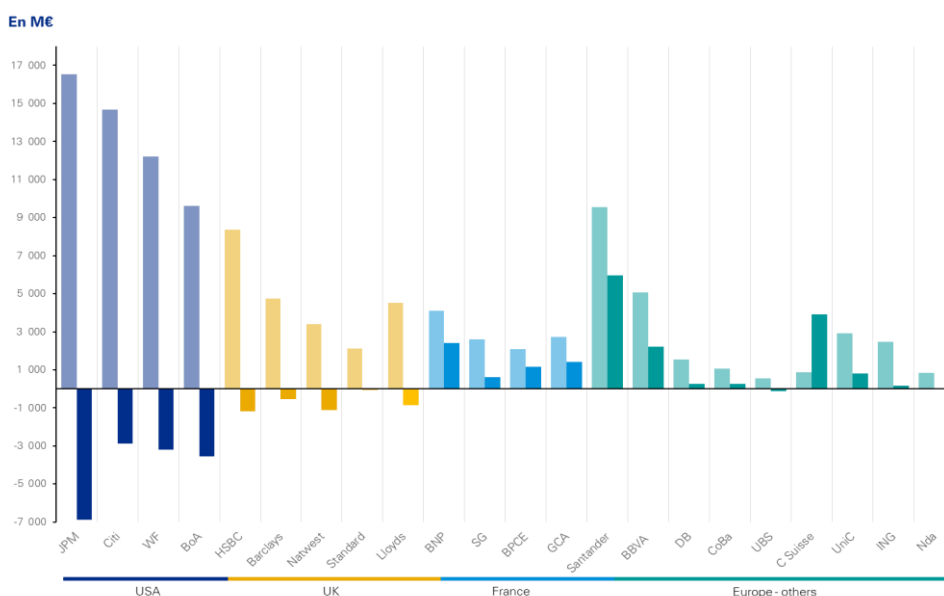
Au total, les reprises de provisions pour les quatre banques étudiées représentent 16,5 milliards d'euros, soit environ un tiers des dotations enregistrées au 30 septembre 2020.

Royaume Uni

Toutes les banques britanniques de notre panel ont enregistré sur les 9 premiers mois des reprises nettes de provisions, pour un montant total de 3,7 milliards d'euros (soit environ 18% des provisions enregistrées au 30 septembre 2020).

Cette situation s'explique par une amélioration des perspectives macroéconomiques et un niveau de défaut restant contenu. Les différentes banques ont maintenu des ajustements post modèles compte tenu des incertitudes, des effets attendus de la levée progressive des mesures de soutien gouvernementales et du report de recalibrage des paramètres du modèle (Natwest). Ces ajustements post-modèles ont été partiellement repris chez Standard Chartered compte tenu moindre volatilité des prévisions macroéconomiques.

Vision de l'évolution du coût du risque de crédit entre le Q3 2020 et le Q3 2021 sur un échantillon de banques



(1) Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres
(2) Total des provisions y compris stage 1 et 2 sur encours douteux.

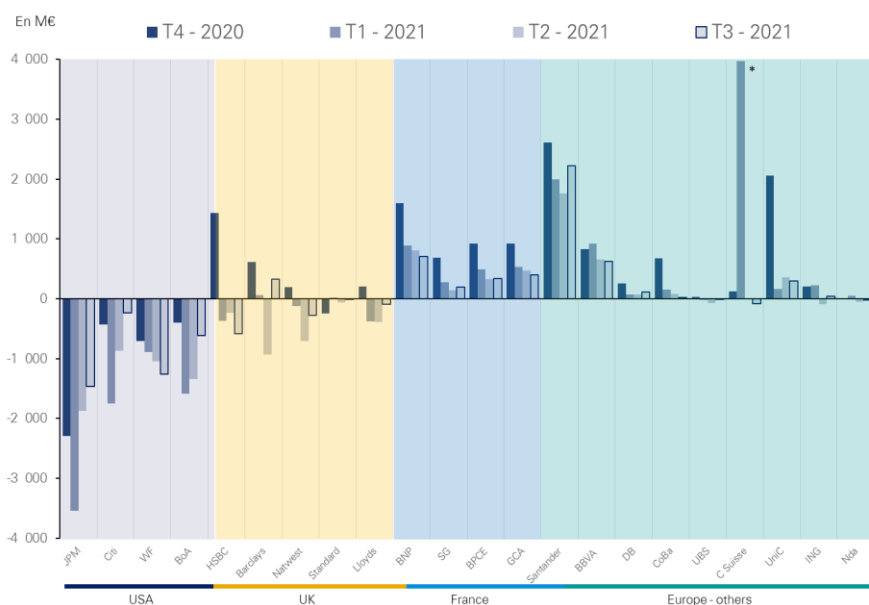
Il faut aussi noter également concernant HSBC un effet de base favorable, le coût du risque au 30 septembre 2020 intégrant une provision stage 3 significative sur une contrepartie de Singapour en défaut. Pour rappel, au 30 juin 2021, la pondération des scénarios macroéconomiques utilisés pour le calcul des ECL avait évolué chez HSBC et NatWest avec un poids plus important des scénarii standards et optimistes par rapport au 31 décembre 2020.

Europe-Autres

Les banques européennes (hors banques françaises) affichent également une diminution du coût du risque sur les 9 premiers mois de 2021 : -59% en excluant Crédit Suisse (-44% en l'incluant) établissement dont la situation est très particulière (voir ci-dessous). Cette diminution significative est liée aux niveaux de dotation exceptionnellement élevés au 30 septembre 2020 dans le contexte de crise sanitaire. La plupart des banques maintient des ajustements post-modèles au 30 septembre 2021.

Exception au sein de cette sélection de banques, le groupe Credit Suisse enregistre une augmentation conséquente de son coût du risque, multiplié par plus de 4 en raison des provisions liées au défaut du fonds Archegos fin mars 2021. Néanmoins, exclusion faite de ce risque, Credit Suisse serait en situation de reprise nette de provisions au 30 septembre 2021 (à 80 millions d'euros).

Dynamique du coût du risque sur un an :



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2021

Les dynamiques de provisionnement sont très différentes selon les zones géographiques.

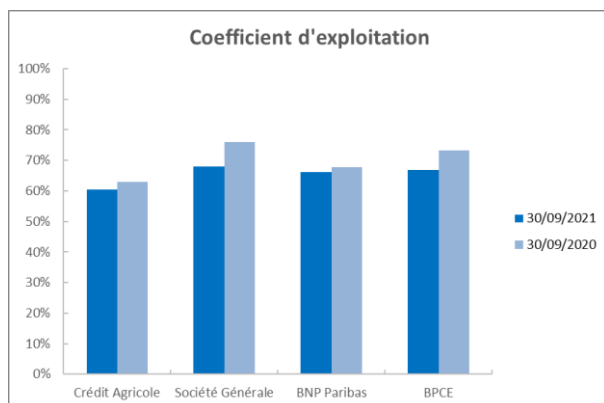
Les banques américaines sont en reprise nette sur les 4 derniers trimestres, ces reprises représentant 31% du coût du risque au 30 septembre 2020 (33% du coût du risque à fin 2020).

Les banques anglaises ont commencé à passer en reprise nette à compter du 1er trimestre 2021. Les reprises de 2021 représentent 15 % du coût du risque de l'exercice 2020.

Pour ce qui concerne la zone euro, y compris les banques françaises, les banques restent en dotation nette même si l'on observe des disparités dans la diminution du niveau de dotation nette trimestriel. Cette diminution est effectivement moins marquée pour les banques françaises et espagnoles.

Des frais de gestion maîtrisés

Au 30 septembre 2021, le coefficient d'exploitation moyen ressort en baisse de -461 points de base à 65,4% sur l'ensemble des établissements par rapport au 30 septembre 2020. Tous évoquent un effet de ciseaux positif, avec une hausse des revenus supérieure à la hausse des charges d'exploitation, lesquelles accompagnent la croissance et l'investissement.



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2021

Les frais de gestion du groupe BPCE augmentent sur les neuf premiers mois de l'année 2021 par rapport à la même période l'année précédente. Cette hausse porte principalement sur les activités de Gestion d'actifs et de fortune (+11,6%), de la Banque de Grande Clientèle (+12,0%) et, dans une moindre mesure, de la banque de proximité et d'assurance (+3,1%). Pour le Groupe, cette évolution est en ligne avec la dynamique des revenus, la normalisation du contexte commercial et la poursuite des coûts de transformation et de restructuration.

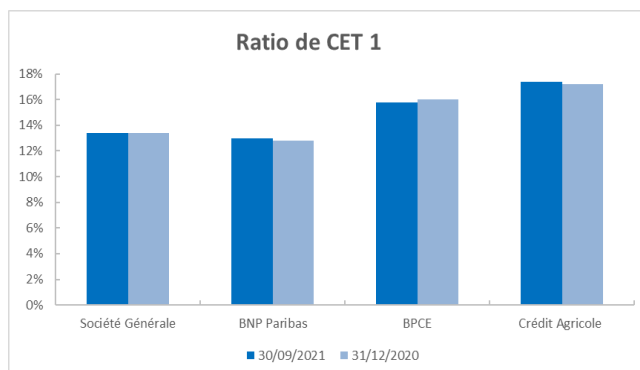
Chez Crédit Agricole, tous les pôles affichent une hausse des frais de gestion. L'augmentation des charges du pôle Banques de proximité en France s'explique par la hausse de l'intéressement et de la participation. Le pôle Banque de proximité à l'international affiche une hausse significative des charges suite à l'intégration de CreVal, tandis qu'elles sont stables à périmètre constant. Les charges augmentent de façon plus modérée dans la Banque de Grande Clientèle, en lien avec les investissements et l'évolution des effectifs pour accompagner la croissance de l'activité. Le pôle Gestion de l'épargne et assurances voit ses charges augmenter en lien avec un effet périmètre (intégration de Sabadell AM, création de Amundi Bank of China et Fund Channel) et la poursuite des investissements, notamment pour le développement de Amundi Technologies.

Chez Société Générale, les frais de gestion affichent une croissance limitée sur les neuf premiers mois de l'année 2021. En particulier, les frais de gestion progressent de façon mesurée dans la banque de détail en France et à l'international, mais de façon plus marquée dans la Banque de Grande Clientèle.

Chez BNP Paribas, enfin, les frais de gestion du groupe sont en hausse de +2,4% sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2020 en raison de la poursuite des investissements et de l'accompagnement de la croissance. Ils incluent l'impact exceptionnel des coûts de restructuration, d'adaptation et des coûts de renforcement informatique.

Une structure financière solide

Tout au long de la crise, les banques françaises ont démontré une forte capacité de résistance de leur structure financière, alors que d'importants efforts avaient été réalisés au cours des dernières années. Au 30 septembre 2021, le ratio CET1 moyen s'élève à 14,9%, à un niveau stable par rapport au 31 décembre 2020 (14,85%). Le groupe Crédit Agricole présente à nouveau le taux le plus élevé à 17,4%, suivi par le groupe BPCE (15,8%) et les groupes Société Générale (13,4%) et BNP Paribas (13,0%).



Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2021

Il convient toutefois de garder à l'esprit que dans le cadre de la crise sanitaire, la Banque Centrale Européenne (BCE) a rapidement assoupli les règles prudentielles applicables en matière d'exigence de fonds propres afin de permettre aux banques de libérer de la charge en capital et de la réallouer au financement de l'économie réelle. Aussi, et dès le premier trimestre 2020, cette décision a entraîné le relâchement intégral et jusqu'à nouvel ordre des coussins de fonds propres suivants :

- Coussin de conservation des fonds propres ;
- Coussin contracyclique ;
- Pilier 2 Guidance (P2G) ;
- Pilier 2 Requirement (P2R) : possibilité d'utiliser les instruments de fonds propres Tier 1 et Tier 2 pour répondre aux exigences P2R.

Par ailleurs, **les ratios TLAC** sont une nouvelle fois communiqués par tous les groupes au 30 septembre 2021 :

- BPCE : 23,3% des risques pondérés ;
- Crédit Agricole : 26% des risques pondérés et 8,5% de l'exposition en levier ;
- Société Générale : 29,9% des risques pondérés et 8,6% de l'exposition en levier ;
- BNP Paribas : 26% des risques pondérés et 7,15% des expositions de levier.

Tout comme au 30 juin 2021, **les niveaux de MREL** sont également communiqués par trois établissements au 30 septembre 2021 :

- BPCE : 29,7% des risques pondérés ;
- Crédit Agricole : 31,8% des risques pondérés ;
- Société Générale : 28,4% des risques pondérés.

Enfin, tous les établissements présentent un ratio de levier supérieur au minimum réglementaire de 3% applicable depuis le 30 septembre 2021. Le recul le plus marqué est celui de BNP Paribas (4,9% au 31 décembre 2020 contre 3,9% au 30 septembre 2021). Le groupe précise en effet, dans son communiqué, que celui-ci est désormais calculé sans opter pour l'exemption temporaire des dépôts auprès des banques centrales.

Au 31 décembre 2020, le communiqué de presse faisait savoir que le calcul du ratio de levier tenait compte de l'effet de cette exemption. Hors cet effet, le ratio de levier s'élevait à 4,4% au 31 décembre 2020.

Ratio de levier (%)	30/09/2021	31/12/2020
Société Générale	4,5%	4,7%
BNP Paribas	3,9%	4,9%
BPCE	5,8%	5,6%
Crédit Agricole	6,0%	6,1%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2021

Des réserves de liquidité confortables

La forte augmentation des réserves de liquidité observée ces derniers trimestres se poursuit, avec un montant total de réserves sur les quatre établissements de 1 503 M€ au 30 septembre 2021, contre 1 420 M€ au 31 décembre 2020. Celles-ci progressent chez BNP Paribas, BPCE et Crédit Agricole. Elles reculent légèrement chez Société Générale, sans impact sur l'évaluation de la situation de liquidité de la banque qui demeure très solide.

Par ailleurs, tous les groupes affichent un ratio de LCR nettement supérieur à l'exigence réglementaire de 100% au 30 septembre 2021 :

Ratio LCR (%)	30/09/2021	31/12/2020
Société Générale	130%	149%
BNP Paribas	136%	154%
BPCE	160%	166%
Crédit Agricole	170%	149%

Source des données : communiqués de presse et slides investisseurs au 30 septembre 2021

Depuis sa mise en place en septembre 2019, la BCE a successivement adapté en mars, avril et décembre 2020 le programme TLTRO III afin de soutenir l'activité économique. Certains établissements évoquent leur participation à ce programme. C'est le cas du groupe BPCE qui communique sur un encours TLTRO III de 97,2 Mds€ à fin septembre 2021, et un remboursement à l'échéance intégralement intégré dans les programmes de refinancement moyen-long terme de marché. Société Générale fait état d'un montant d'encours total à 72 Md€ et le début de la comptabilisation de la seconde bonification du TLTRO pour environ 0,1 Mds€.

Des banques résolument engagées dans le déploiement de leurs plans stratégiques

Avec les progrès de la campagne de vaccination, la normalisation progressive de la mobilité et le succès des mesures publiques de soutien à l'économie, le retour à la croissance s'est pour le moment révélé supérieur aux estimations les plus optimistes. Les banques ont fait preuve d'une grande capacité de résilience en répondant présent aux défis d'abord posés en plein cœur de la crise sanitaire (réorganisation opérationnelle, continuité de l'offre de services à la clientèle, digitalisation...) puis par l'accompagnement de leurs clients dans la reprise économique qui s'est accélérée au cours des derniers trimestres.

Le groupe BPCE fait quant à lui mention du projet de rationalisation de l'ensemble des liens capitalistiques entretenus avec La Banque postale et le renforcement de leurs partenariats industriels. Aussi, BPCE envisage de renforcer la présence de Natixis IM dans le domaine de la gestion d'actifs en acquérant la totalité du capital de deux filiales majeures : Ostrum AM pour son expertise dans l'assurance et AEW Europe pour son expertise dans l'immobilier.

Crédit Agricole communique sur un certain nombre d'acquisitions et de partenariats jugés porteurs de croissance future, et notamment avec :

- Credito Valtellinese, qui serait de nature à permettre de construire un groupe bancaire de référence en Italie ;
- Lyxor, dont l'acquisition permettra à Amundi de devenir le leader européen de la gestion ETF, avec une finalisation de l'opération prévue pour la fin de l'année 2021 ;
- Olinn, dont l'acquisition par CAL&F a été annoncée ce trimestre et débouchera sur une extension de son offre aux services de gestion des équipements professionnels.

Le groupe Société Générale a précisé le 12 octobre 2021 le modèle et l'organisation de son projet de « nouvelle banque de détail en France », correspondant à la fusion totale des réseaux Société Générale et Crédit du Nord. Le déploiement du nouveau modèle bancaire est prévu pour 2023.

Le groupe BNP Paribas, enfin, présentera son plan stratégique lors de la présentation des résultats annuels le 8 février 2022.

Focus - Dividendes et rachat d'actions : BNP Paribas communique sur le lancement d'un programme de rachat d'actions de 900 M€ dont la période d'exécution sera comprise entre le 1er novembre 2021 et le 8 février 2022 au plus tard, date à laquelle les résultats annuels du groupe et le plan stratégique seront présentés. Ce programme s'inscrit en complément de la mise en réserve de 50% du résultat 2021 pour distribution.

De son côté, Crédit Agricole S.A. réaffirme son intention de verser les 0,40€ restants sur le dividende 2019 lors des paiements des dividendes 2021 et 2022, respectant ainsi la politique de distribution de 50% en numéraire en cumul sur 2018-2022. Par ailleurs, au 30 septembre 2021, la provision de distribution de dividendes de Crédit Agricole S.A. est de 0,22€ par action sur le trimestre sur la base d'une politique de 50% de distribution de dividende. Enfin, le groupe communique sur la finalisation de la première tranche de rachat d'actions pour 559 M€ le 21 septembre 2021, et le lancement de la seconde tranche de 500 M€ le 5 octobre 2021.

Le groupe Société Générale communique enfin sur le programme de rachat d'actions de 470 M€ qu'il entend réaliser à compter du 4 novembre 2021 et d'ici fin 2021. Le groupe évoque également la provision pour distribution par action de 2,03 euros sur 9 mois 2021 (finançant le dividende et le rachat d'actions) cohérente avec un taux de distribution de 50% du résultat net part du Groupe sous-jacent.

Méthodologie de l'analyse

KPMG a réalisé une analyse comparative des communiqués de presse et des slides investisseurs des principaux groupes bancaires français publiés au 30 septembre 2021 : BNP Paribas, Société Générale, BPCE et Crédit Agricole.

Ces communiqués ont été publiés par les groupes bancaires aux dates suivantes :

- 29 octobre 2021 : BNP Paribas
- 4 novembre 2021 : Société Générale
- 4 novembre 2021 : BPCE
- 10 novembre 2021 : Crédit Agricole

Contact

Arnaud Bourdeille

Associé

Responsable du secteur banque

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG S.A. est le membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). KPMG International et ses entités liées ne proposent pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2021 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG. [Imprimé en France] [A usage interne].

Crédit photos : Shutterstock, iStock, GettyImages, freepik, Unsplash